

**Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine –Département Maîtrise d’ouvrage**

|  |
| --- |
| **MISSIONSDE CONTRÔLE TECHNIQUE**  **Accord-cadre 24M014** |

**ACTE D'ENGAGEMENT**

Référence de marché: **24M014-00E**

Nature de la procédure : **Procédure adaptée (L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-5 du code de la commande publique)**

Pouvoir adjudicateur : **Assemblée nationale**

Représentant du pouvoir adjudicateur : **Collège des Questeures de l'Assemblée nationale**

Comptable assignataire des paiements : **Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale**

**Article PREMIER – Objet et nature DE L’ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de missions de contrôle technique conformément aux dispositions des articles L.125-1 et R. 125-17 du code de la construction et de l’habitation relatifs aux opérations d’entretien et de construction dans les différents locaux de l’Assemblée nationale.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la mission de contrôle technique, notamment :

* Code de la construction et de l’habitation (parties législative et réglementaire) : articles L. 125-1 à L. 125 6 et R. 111-29 à R. 111-42 ;
* Décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique ;
* NF P03-100 (septembre 1995) : Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Les missions attendues dans le cadre du présent marché sont détaillées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP) de l’accord-cadre.

**Article 2 – engagement du contractant dU MARCHÉ**

## 2.1 Cadre à remplir si le contractant est une entreprise individuelle :

Nom, prénoms et qualités du signataire :

**Agissant en mon nom personnel**

Domicilié à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- n° d'inscription :

au registre du commerce et des sociétés [[1]](#footnote-1) :

au répertoire des métiers 1 :

- références d'inscription à un ordre professionnel :

**Adresse mèl à laquelle notifier via PLACE la décision relative à l’attribution de l’accord-cadre :** ……………………………………………………………………………………………………………………………………………….

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution du marché.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP) et de tous les documents qui y sont mentionnés,

Je m’**ENGAGE** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions définies par le présent accord-cadre.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l’accord-cadre m'est attribué dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

## 2.2 Cadre à remplir si le contractant est une société (ou un groupement d’intérêt économique) :

Je soussigné(e),

M, Mme (Nom, prénoms et qualités) :

**Agissant au nom et pour le compte de la société** :

Au capital de :

Ayant son **siège social** à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET x 14 chiffres) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :

° ° °

**Établissement qui effectuera la prestation** :

**Adresse complète**

- **numéro SIRET** (x 14 chiffres) **de l’établissement qui effectuera la prestation** :

**Personne de contact :**      

***Numéro de téléphone :***        ***Courriel :***      ……………………………………….

*(1) Remplacer, s'il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers ».*

**Adresse mèl à laquelle notifier via PLACE la décision relative à l’attribution du marché :**

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution du marché.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP) et de tous les documents qui y sont mentionnés,

Je m’**ENGAGE** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions définies par le présent accord-cadre. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l’accord-cadre m'est attribué dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

## 2.3 Cadre à remplir si le contractant est un groupement momentané d’entreprises :

[**Nota bene** : *chaque membre du groupement doit compléter un des cadres ci-dessous en utilisant :*

* *soit les rubriques définies au cadre du 2.1 ci-dessus si l’entreprise est une entreprise individuelle,*
* *soit les rubriques définies au cadre du 2.2 ci-dessus si l’entreprise est une société ou un groupement d'intérêt économique.*]

**Nous soussignés**,

Cotraitant 1 :

Cotraitant 2 :

Cotraitant 3 :

Le groupement ainsi constitué étant[[2]](#footnote-2) :  conjoint  solidaire

Le MANDATAIRE du groupement ainsi constitué étant :

représenté(e) par :

Adresse mèl à laquelle notifier via PLACE la décision relative à l’attribution du marché :

……………………………………….…………………………………………………………

*Le candidat reconnaît avoir pris connaissance du mode de notification par mèl, au mèl ci‑dessus renseigné par lui, de la décision relative à l’attribution du marché.*

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire afin de :

- signer le présent acte d’engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’acheteur et pour coordonner l’ensemble des prestations ;

- signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures.

*Joindre impérativement le mandat en annexe du présent document. Joindre également les pouvoirs de la personne signataire du mandat si elle n’est pas un représentant légal de l’entité candidate.*

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières (CCP) et de tous les documents qui y sont mentionnés,

Nous nous **ENGAGEONS** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci‑dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions définies par le présent accord-cadre. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

**Article 3 – PRIX**

L’accord-cadre est conclu sans montant minimum et **pour un montant maximum annuel de 42 500 € TTC soit un montant maximum global de 170 000 € TTC** sur toute la durée de l’accord-cadre.

Les prestations exécutées sur le fondement du présent accord-cadre seront rémunérées par application aux quantités commandées et exécutées des prix unitaires figurant dans le BPU annexé au présent acte d’engagement.

**article 4 - durÉe ET DÉLAI D’EXÉCUTION DU MARCHÉ**

L’accord-cadre est conclu pour une durée d’un an ferme à compter de sa date de notification.

Il sera ensuite susceptible d’être expressément reconduit pour une durée de douze mois, à trois reprises au maximum. La décision de reconduction est notifiée au titulaire au plus tard trois mois avant l’expiration de l’accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l’accord-cadre. Sa durée totale ne pourra excéder quatre ans.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l’accord-cadre. Passé ce délai, ils ne pourront plus être notifiés. Toutefois, ceux déjà notifiés s’exécutent jusqu’à leur terme. Leur durée d’exécution ne saurait dépasser de plus de 3 mois la date de fin de validité de l’accord-cadre.

**Article 5 - Paiements**

## 5.1 – Cadre à remplir si le contractant est une entreprise individuelle ou une société

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues au titulaire au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un RIB)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Le titulaire déposera ses factures sur le **portail eFactures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du fournisseur/titulaire ou du cotraitant d’un groupement admis au paiement individualisé ».

## 5.2 – Cadre à remplir si le contractant est un groupement momentané d'entreprises

**5.2.1. Cadre réservé au groupement conjoint :**

En cas de groupement conjoint, les prestations seront réglées directement à chaque membre du groupement (joindre les RIB correspondants). L’annexe 1 au présent acte d’engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s’engage à exécuter.

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues aux cotraitants au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

**Cotraitant 1 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 2 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 3 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Chaque membre du groupement déposera les factures le concernant sur le **portail e-Factures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du fournisseur/titulaire ou du cotraitant d’un groupement (conjoint ou solidaire) admis au paiement individualisé ».

**5.2.2. Cadre réservé au groupement solidaire :**

**5.2.2.1. En cas de paiement sur un compte unique :**

Lorsque les prestations respectives des membres du groupement solidaire ne sont pas individualisables, les prestations feront l’objet d’un paiement sur un compte unique (joindre le RIB).

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Le mandataire du groupement sera le seul habilité à déposer les factures au nom du groupement sur le **portail e-Factures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du sous-traitant admis au paiement direct ou du cotraitant d’un groupement solidaire bénéficiant d’un paiement *via* un compte unique ».

**5.2.2.2. En cas de paiements sur des comptes distincts :**

Lorsque les prestations respectives des membres du groupement solidaire sont individualisables, les prestations seront réglées directement à chaque membre du groupement (joindre les RIB correspondants). L’annexe 1 au présent acte d’engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s’engage à exécuter.

L’Assemblée nationale se libérera des sommes dues aux cotraitants au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant de celles-ci au crédit :

**Cotraitant 1 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 2 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

**Cotraitant 3 :**

Du compte ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer **(joindre un R.I.B.)** :

Établissement :

Adresse :

N° du compte :

Chaque membre du groupement déposera les factures le concernant sur le **portail eFactures** de l’Assemblée nationale dans l’onglet « Facture du fournisseur/titulaire ou du cotraitant d’un groupement (conjoint ou solidaire) admis au paiement individualisé ».

## 5.3 – Cession ou nantissement de la créance issue du marché au moment de la notification\*

Le titulaire souhaite-t-il nantir ou céder la créance issue du présent accord-cadre conformément aux articles R. 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique ?

Oui  Non

\*Le titulaire est informé qu’il pourra demander le nantissement ou la cession de sa créance en cours d’exécution de l’accord-cadre.

**Article 6** **– SOUS-TRAITANCE**

**6.1 Sous-traitance déclarée au moment de l’offre**

Pour chaque sous-traitant présenté, le candidat annexe au présent acte d’engagement un formulaire DC4[[3]](#footnote-3), dûment complété, portant présentation du sous-traitant concerné.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le DC4 et l’**annexe 1** du présent acte d’engagement constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou cession de créance.

À chaque DC4 sont joints les documents établissant ses capacités professionnelles et financières.

Chaque DC4 constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.

La notification du présent accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. Le montant total des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Euros H.T.,

soit *(en lettres).*

**6.2 Sous-traitance déclarée après la conclusion du marché**

Pour chaque sous-traitant, le titulaire remettra un formulaire DC4 et les documents justificatifs dans les conditions fixées à l’article 6.1 ci-dessus.

Le titulaire devra en outre établir qu’une cession ou un nantissement de créances résultant de l’accord-cadre ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L’acceptation du sous-traitant et l’agrément des conditions de paiement seront notifiés au titulaire par l’Assemblée nationale. Le montant des prestations sous-traitées figurant dans cet acte spécial correspond au montant maximal de la créance que le sous‑traitant concerné pourra présenter en nantissement ou cession.

**ARTICLE 7 – AVANCE**

Le contractant, s’il réunit les conditions précisées aux articles R. 2191-3 et R. 2193-16 du code de la commande publique (cocher la case correspondante) :

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l’article 7.1 du CCP

refuse de percevoir l'avance prévue à l’article 7.1 du CCP

Le candidat est-il une PME, au sens de la recommandation de la Commission européenne n° 2003/361/CE du 6 mai 2003, permettant de porter le taux d’avance à 30 % ?

Oui  Non

|  |
| --- |
| **Partie à compléter obligatoirement par le ou les candidats pour la présentation de leur offre :** |
| Fait en un seul original,  À     ………………………… Le     ………………………………………   |  |  | | --- | --- | | **Identité du signataire** | **Cachet de la société** | | Nom : |  | | Prénom : |  | | Fonction\* : |  | | **Signature** |  | |  |  |   (\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente. |
| **Partie réservée à l’Assemblée nationale :** |
| Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,  À ………………………………………………………..  Le ……………………………………………………….  Pour le pouvoir adjudicateur, |

**ANNEXE 1**

**RÉPARTITION DES SOMMES DUES ENTRE CO-TRAITANTS   
ET SOUS-TRAITANTS ADMIS AU PAIEMENT DIRECT**

À remplir obligatoirement en cas de cotraitance (groupement conjoint) ou de sous-traitance

*Fichier de calcul également disponible en format Excel joint*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **Marché:** *référence* | **24M014** | | |
|  |  |  |  | | |
|  |  | **Montant du marché HT :** |  | | |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  | **Montant du marché TTC :** |  | | |
|  |  |  |  |  |  |
|  | | **Nom des entreprises** | **Répartition** | **Montant** | **Montant** |
| **en %** | **HT** | **TTC** |
| Titulaire et cotraitants | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Total dû au titulaire** | | |  |
| **Sous-traitants**  uidation de la TVA | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |
| **TOTAL** (doit être égal au montant total du marché, tel que figurant dans l'acte d'engagement) | | |  |  |  |
| **Date :**  **Signature et cachet du titulaire et des cotraitants en cas de groupement :** | | | | | |

**ANNEXE 2**

**bORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)**

Ficher Excel ci-joint

**ANNEXE 3**

**Accord de non divulgation-confidentialité**

Ficher ci-joint

1. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-1)
2. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-2)
3. Disponible à l’adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> [↑](#footnote-ref-3)